



## CSA – 2 septembre 2025

### Déclaration liminaire

Le mois de juin s'est terminé dans des conditions matérielles de mise en danger des élèves et des personnels, et avec une certitude : celle de voir les choses se reproduire puisque la fréquence et l'intensité des épisodes caniculaires vont s'accroître. L'arrivée de l'automne ne doit pas nous le faire oublier, c'est pourquoi des travaux d'ampleurs doivent être entrepris pour permettre au bâti scolaire d'affronter ces chaleurs. La végétalisation des cours doit aussi être une priorité. On ne peut pas attendre le mois de juin pour y penser : il vous revient d'impulser ces chantiers dès maintenant.

L'INSEE a rappelé cet été dans une publication que les salaires dans la fonction publique continuent de baisser année après année, faute de revalorisation du point d'indice. C'est un scandale que l'État maltraite ainsi ses personnels, les plus précaires comme les AESH maintenues sous le seuil de pauvreté mais aussi les enseignant-es, qui gagnent chaque mois à la fois 1 000 € de salaire brut et 1 000 € de primes de moins que les autres fonctionnaires de catégorie A,.

Sans aucune considération pour nous, quelques jours après la fin des cours, le premier ministre annonçait un projet de budget de guerre sociale, tapant sur les malades, les chômeurs, les salariés, les services publics... n'épargnant personne sauf les riches et les grandes entreprises, seules catégories dont la fortune croît jour après jour dans des proportions indécentes.

Mais il en va en économie comme en médecine : la saignée n'est pas seulement inefficace, elle est mortelle.

Le chantage à la dette du gouvernement ne prendra pas. Non seulement Macron et ses gouvernements successifs sont responsables de son augmentation, mais en plus ils sont coupables d'une explosion de la pauvreté, de la précarité, des inégalités, de la casse des services publics et des droits sociaux comme le chômage et les retraites.

Dans quelques jours, pour la septième fois en trois ans, nous changerons de ministre de l'Éducation. Depuis Pap Ndiaye, ils ne passent que quatre mois en moyenne rue de

Grenelle. Cette valse est une insulte à nos métiers, signe le mépris avec lequel est traitée l'École par un président dont le bilan est le chaos.

Trois décrets ont placé cet été les services déconcentrés dont les autorités académiques sous la tutelle du préfet. Ces dispositions signent une dangereuse reprise en main autoritaire de l'appareil d'État de la part d'un ministre de l'Intérieur d'extrême-droite qui s'attaque aussi bien à l'autonomie des services qu'aux syndicats.

Pour toutes ces raisons nous mettrons toute notre énergie à construire à partir du 10 septembre, avec les autres organisations syndicales et l'ensemble des personnels, la mobilisation qui imposera le changement de cap nécessaire.

Nous vous avons largement alerté l'an dernier sur le risque que vous preniez en décidant d'une fermeture à la maternelle de Riez. Avec 29 élèves en cette rentrée, et des inscriptions prévues, les faits nous donnent raison et nous vous demandons de rouvrir une classe dès maintenant.

Il n'est pas acceptable, 20 ans après la loi de 2005, que des élèves porteurs de handicap ne bénéficient que d'un nombre indigent d'heures d'enseignements comme c'est le cas à l'IME les Oliviers, au point que certains parents refusent cette affectation pour leurs enfants. Nous demandons à ce qu'un troisième poste soit ouvert sur cet établissement.

Par ailleurs, les remontées dont nous disposons montrent un déficit important d'AESH dans le département. Des notifications d'AESH-i ne sont pas pourvues, des élèves ont des accompagnements incomplets voire aucun.

De la même façon nous savons qu'un grand nombre de remplaçant·es sont d'ores et déjà affecté·es sur des remplacements longs. L'année scolaire s'est terminée avec des tensions inédites. Tout laisse craindre que la situation soit rapidement la même. C'est pourquoi nous renouvelons notre demande d'un recrutement massif des listes complémentaires.

Enfin, nous n'avons de cesse de vous interpeler sur les injonctions inutiles qui pleuvent sur les directeur·ices d'école. Le courrier de la DGESCO qui leur a été adressé fin août constitue un nouvel exemple de ces aberrations institutionnelles. La manière dont est gérée leur réunion de rentrée illustre également votre déconnexion avec les réalités du terrain. Au-delà de la désorganisation du service et des vies personnelles, elle empêche les collègues d'accomplir sereinement leurs missions fondamentales.